

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1342 - 20 octobre 1988 - 4 F

D 1342 EL SALVADOR: DÉBAT NATIONAL

Le dialogue politique entre le gouvernement et la coalition du Front Farabundo Martí de libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire (FMLN-FDR) est en panne depuis octobre 1987 (cf. DIAL D 1245). La médiation de Mgr Rivera y Damas n'ayant pas abouti dans cette troisième tentative, l'archevêque de San Salvador a pris l'initiative de convoquer à un "débat national" l'ensemble des forces vives du pays. Le 17 juin 1988, il publiait plusieurs documents: 1) "Le cri pour la paix - Vision pastorale du drame d'El Salvador"; 2) "Proposition de l'archevêque de San Salvador pour réaliser un débat national sur la paix en El Salvador"; 3) un "Questionnaire" et son mode d'emploi; 4) une liste de 101 "forces vives invitées au débat national". Un calendrier était arrêté, que nous donnons ci-dessous.

Quelque 70 organisations allaient accepter l'invitation et répondre au questionnaire proposé. Par contre les milieux politiques gouvernementaux ont refusé de participer à ce débat. Et les forces sociales liées aux secteurs ultra conservateurs ont violemment critiqué l'initiative de l'archevêque de San Salvador.

Dans le dossier ci-dessous, nous donnons un résumé des différentes phases de ce "débat national".

Note DIAL

ÉTAPES DU DÉBAT NATIONAL POUR LA PAIX

Calendrier prévu pour 1988

- 17 juin 1988 - Présentation du projet à la presse nationale et étrangère
- 20-21 juin - Remise de la documentation aux forces vives invitées
- 23 juillet - Dernier délai de remise des apports écrits des différents groupes
- 14 août (1) - Dernier délai d'élaboration du "document de travail" de synthèse
- 15-22 août - Discussion du "document de travail" dans chaque groupe
- 27-28 août (2) - Assemblée publique et rédaction du "document final"

23 juillet 1988 (Texte de *Carta a las Iglesias* du 16-31 juillet 1988)

En fin juillet, quelque soixante-dix organisations syndicales, ecclésiastiques, éducatives, patronales, populaires, etc., ont remis leurs réflexions en réponse au questionnaire de l'archevêché sur le débat national. N'ont pas répondu ou ont refusé de le faire les forces représentant le grand capital, plusieurs associations professionnelles, de rares universités ainsi que la commission gouvernementale des droits de l'homme. Les réponses positives ont donc été très importantes. Quant aux réponses négatives, bien que ce soit triste, on pouvait s'y attendre.

Mgr Rivera, aucunement découragé par les attaques contre son initiative, est resté très ferme, rempli d'espoir et de courage. Dans son homélie du 17 juillet il a défendu de façon exemplaire la légalité de son entreprise, contre ceux qui l'attaquent en la déclarant inconstitutionnelle; et il a surtout maintenu sa nécessité pour le pays et son inspiration authentiquement chrétienne.

(1) En fait, le 18 août (NdT). (2) En fait, les 3 et 4 septembre (NdT).

Reste à savoir ce que les différentes organisations ont répondu; mais tout porte à croire qu'il existe un large consensus sur les causes de la situation actuelle (l'injustice structurelle et séculaire), sur la nécessité de mettre un terme au conflit armé et sur la réorganisation du pays sur des bases de justice garantissant la vie des masses populaires.

En ce qui concerne l'action de l'Eglise, ce débat démontre dès maintenant plusieurs choses importantes. En positif, elle a fait la preuve de sa capacité de convocation et de sa crédibilité par rapport à une problématique sociale, c'est-à-dire sur ce qui touche directement à la vie réelle du peuple; l'Eglise a ainsi dépassé une certaine impuissance à avoir un impact direct en matière politique, comme dans le cas de son effort de médiation (3). Elle a également démontré - et c'est extrêmement important - que la foi chrétienne et les valeurs évangéliques peuvent avoir une incidence positive dans le pays en éclairant et en montrant les chemins possibles, en démasquant et en dénonçant ceux qui sont bouchés. L'Eglise a enfin fait la preuve de son rôle incontournable, aujourd'hui encore, dans notre société et sa capacité d'exercer une forte influence sociale, ce qui peut être ultérieurement mis à profit pour conscientiser et orienter en matière de droits de l'homme, d'éducation, de culture, etc.

L'aspect moins positif est, pour l'heure, une certaine immobilité des structures ecclésiales de base telles que les paroisses, les mouvements apostoliques. Même si quelques paroisses et les collèges catholiques se sont mobilisés pour être présents au dialogue national, le potentiel ecclésial aurait cependant pu être mieux mis à profit. Par ailleurs, le soutien de la conférence épiscopale à l'initiative de Mgr Rivera est extrêmement important, mais on aurait souhaité cet appui plus prononcé ainsi qu'une mobilisation de tous les diocèses autour d'une problématique aussi grave et aussi cruciale pour le pays.

Les Eglises chrétiennes épiscopaliennes et baptistes ont répondu très positivement à l'initiative, sans aucunement rougir - au contraire - de trouver dans la parole de Dieu, les prophètes de l'Ancien Testament et Jésus-Christ, des critères pour analyser la situation du pays et pour le transformer en un pays de vie et de fraternité.

Le débat national est avant tout l'affaire des Salvadoriens, et de tous les Salvadoriens, car c'est eux tous qui sont très gravement touchés par la tragédie actuelle. Mais aujourd'hui, comme au temps de Mgr Romero de façon exemplaire, on voit à nouveau comment la foi chrétienne peut être efficace et bénéfique pour la réalité salvadorienne, et comment cette dernière permet en retour une meilleure compréhension et une pratique plus généreuse de la foi chrétienne. Puissent sortir renforcés de ce débat l'espoir des Salvadoriens et l'engagement des chrétiens!

18 août 1988 (Texte de *Carta a las Iglesias* du 16-31 août 1988)

C'est le 18 août qu'a été terminée l'élaboration de la matière qui servira au débat national prévu les 3 et 4 septembre. Un livre de quelque 700 pages a été publié dans une édition rapide et excellente. On y a rassemblé les apports de 62 institutions, un document intitulé "document intermédiaire" de 323 propositions qui constituent un premier résumé des presque 1400 propositions des réponses originales, et un "document de synthèse" en 164 propositions.

Ce livre est déjà en lui-même un résultat important. Il permet de voir ce que de nombreuses institutions sociales pensent de la situation et comment elles l'analysent. Le document intermédiaire et le document de synthèse ont été élaborés avec une rigueur scientifique et une qualité professionnelle permettant d'apprécier les points d'accord minimaux mais importants. Par ailleurs un sondage auprès de 1266 personnes de 14 départe-

[3] Cf. DIAL D 977, 1013, 1120, 1152 et 1245 [NdT].

tements du pays, en milieu rural et urbain, donne une bonne idée de ce que pensent pour eux-mêmes les Salvadoriens.

Quel que soit donc le résultat du débat national, il a déjà produit des fruits très positifs. Le premier est que le pays tout entier a eu l'occasion, des mois durant, de réfléchir sur la situation et de l'analyser pour en discerner les causes et les solutions; de faire cela calmement et dans l'indépendance; de s'interroger sur ce que chaque force sociale peut et doit faire pour solutionner la crise. Le deuxième fruit est que le livre du débat national montre l'existence de points d'accord minimaux, mais très importants, sur la réalité salvadorienne: la tragique situation actuelle (détérioration de la situation économique et guerre), ses causes structurelles (injustice économique, subordination du pouvoir politique au pouvoir économique, ingérence directe des pouvoirs militaires et des Etats-Unis), ses solutions (dialogue/négociation pour mettre fin à la guerre, gouvernement de large participation, restauration de la souveraineté nationale, autodétermination populaire, etc.). Le troisième fruit est la création d'un climat de sérénité et d'objectivité plus favorable au dialogue.

Tous n'ont pas participé au débat. Quelques-uns se sont abstenus respectueusement. D'autres ont lancé une campagne de presse répétitive et fastidieuse à base de déformation de l'intention de l'Eglise, de calomnie, de mensonge, au point d'"inventer" des faits et des accusations pour la dénigrer. La campagne a été axée sur l'archevêque et son évêque auxiliaire, et de façon plus virulente sur l'Université centro-américaine et les jésuites. Cependant les détracteurs n'ont pas pu s'en prendre à l'objectivité et au sérieux du livre sur le débat national. L'Eglise ne s'est pas laissé faire et elle a répondu avec fermeté.

Le plus important, et le plus difficile, c'est ce qui reste à faire. Selon les paroles de Mgr Rivera: *"présenter le fruit de cet effort comme collaboration pour que le gouvernement, les forces armées et les partis politiques, d'une part, et le FMLN-FDR d'autre part fassent les pas nécessaires pour parvenir rapidement à un accord qui mette fin à la guerre."* Dieu fasse qu'il en soit ainsi.

En tout cela, l'Eglise catholique du diocèse de San Salvador et les Eglises luthérienne, baptiste et épiscopaliennne qui y ont eu une participation active, n'ont pas cherché autre chose que servir le pays à la salvadorienne et chrétiennement. Elles ont fait preuve d'un grand amour de la vérité et d'une ferme résolution d'être la voix des sans-voix. Les attaques ont été reçues comme une persécution pour le royaume de Dieu. Nous terminons sur la note d'espoir de Mgr Rivera dans sa présentation du livre: *"Je vous invite tous, participants ou non participants du débat national, à lever les yeux pour voir les moissons mûres" (Jn 4, 35), à savoir reconnaître les signes des temps (cf. Mt 16, 3) et à écouter le cri pour la paix qui jaillit de la souffrance, de la pauvreté et de l'angoisse du peuple."*

3 et 4 septembre 1988 (Texte de *Noticias Aliadas* du 15 septembre 1988)

Après six semaines de travaux, un long "débat national" a pris fin sur un appel à rechercher un large consensus national pour mettre fin aux huit années de guerre civile que connaît le pays.

"Les trois dialogues antérieurs ont eu comme failles principales une participation faible et le fait de n'avoir pas pris le pouls du sentiment commun des forces sociales", a déclaré l'archevêque Arturo Rivera y Damas, de San Salvador, lors de la rencontre de deux jours qui a clos le débat.

Les représentants de 63 organisations sociales ont assisté à la dernière phase du débat national promu par l'Eglise catholique pour échanger des idées sur la solution au conflit armé qui a coûté jusqu'à présent la vie de quelque 60.000 Salvadoriens. Y

ont également assisté les diplomates représentant les pays qui font partie du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui (4).

Le dialogue avait commencé le 17 juin quand l'archevêque Rivera y Damas avait envoyé des invitations à 102 organisations du travail et de l'entreprise pour participer à un débat national. Les invitations étaient accompagnées d'un questionnaire sur les causes du conflit et ses solutions possibles. Près de 70 organisations patronales, éducatives, professionnelles, ecclésiastiques et ouvrières, entre autres, avaient répondu à l'invitation. Les réponses ont été traitées et les points d'accord recueillis. Les résultats ont été discutés lors d'une assemblée publique qui s'est tenue les 3 et 4 septembre.

La majorité des organisations patronales et, en général, les forces de droite sont restées étrangères à toute idée de participation et ont même parfois rejeté ouvertement l'initiative. Parallèlement au boycott du secteur privé, le débat national a reçu un fort soutien du côté des travailleurs.

La quantité de réponses reçues par la commission d'organisation du débat constitue un ensemble impressionnant. A en juger par les réponses, il existe un large consensus pour reconnaître que la cause principale du conflit réside dans l'inégale distribution du pouvoir et de la richesse en El Salvador.

La majorité des organisations sont également d'accord dans leur analyse du rôle des Etats-Unis dans le conflit. Elles estiment que la politique du gouvernement Reagan dans la région est plus ordonnée à la défense des intérêts des Etats-Unis qu'à la restauration de la démocratie en El Salvador.

L'Eglise catholique locale a été l'une des rares institutions salvadoriennes à prôner en permanence une issue négociée à la situation de guerre.

(...)

La droite s'est rapidement organisée pour boycotter le débat national en prétendant que l'Eglise s'immisçait dans les affaires politiques, et que le débat favorisait la guérilla avec laquelle, d'après elle, l'Eglise était en sympathie.

L'une des réactions les plus viscérales de la droite a été la lettre ouverte de l'ultraconservatrice Association caféière publiée en début juillet et adressée à Mgr Marco René Revelo, président de la Conférence épiscopale salvadorienne. Dans la lettre il était affirmé que le débat national représentait un effort "*de certains membres de la hiérarchie*" pour imposer "*le marxisme dans le pays au moyen de ce qu'on appelle la théologie de la libération*". Les membres de l'Association caféière ont accusé plusieurs organisations ouvrières qui avaient accepté l'invitation à participer au débat d'être le bras légal du FMLN.

Par contre, des organisations syndicales, tant de l'opposition comme l'Unité nationale des travailleurs salvadoriens, que pro-gouvernementales comme l'Unité nationale ouvrière et paysanne, ont apporté leur entier soutien au débat.

Un sondage récent réalisé au niveau national par l'Université centro-américaine montre que 42% des personnes interrogées pensent que le dialogue est la meilleure façon de mettre fin à la guerre civile. Mais la majorité des Salvadoriens - 85% d'un échantillon de 1.266 citoyens - sont pessimistes sur l'avenir du pays. La majorité estime que la guerre continuera et que la violence politique et le chômage vont augmenter.

(4) Sur la diplomatie de Contadora, cf. DIAL D 1169 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441